

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 17/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SOCIETE NOUVELLE GALVALOIRE**

25 rue Louis Chatin  
ZI de la Soie d'Izieux  
42400 Saint-Chamond

Références : 20230414\_UIDLHL\_EAR\_144\_RAP  
Code AIOT : 0006103420

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2023 dans l'établissement SOCIETE NOUVELLE GALVALOIRE implanté 25 rue Louis Chatain ZI de la Soie d'Izieux 42400 Saint-Chamond. L'inspection a été annoncée le 16/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale de contrôle des conditions d'entreposage de produits chimiques au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ou à enregistrement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE NOUVELLE GALVALOIRE
- 25 rue Louis Chatain ZI de la Soie d'Izieux 42400 Saint-Chamond
- Code AIOT : 0006103420
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement SOCIETE NOUVELLE GALVALOIRE effectue une activité de traitement de surface (anodisation avec couleurs et polissage). Elle est installée dans les anciens locaux des teintureries d'IZIEUX, en périphérie de Saint-Chamond.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Dimensionnement adapté des capacités de rétention afférentes aux stockages de produits chimiques ;
- Respect des incompatibilités chimiques des produits stockés et mis en rétention ;
- Bon état et entretien périodique des dispositifs de rétention ;
- Etiquetage des contenants de produits chimiques ;
- Disponibilité des fiches de données de sécurité et mise en oeuvre des prescriptions inhérentes aux conditions de stockage et d'intervention en cas de dispersion accidentelle ;
- Etat général des stocks ;
- Consignes de sécurité et d'intervention en cas d'épandage accidentel.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Sans objet
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5	/	Sans objet
6	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement, localisé dans des locaux anciens, ne répond pas actuellement à l'ensemble des prescriptions opposables en matière de conditions d'entreposage des produits chimiques. Des actions sont en particulier à mettre en oeuvre en matière d'entretien des capacités de rétention associées aux produits chimiques dangereux, et de gestion des incompatibilités entre les différents produits, et devront s'accompagner d'une traçabilité plus robuste.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 :** Etiquetage des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/12/2008, article 17
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que l'étiquetage des emballages commerciaux entreposés dans le local dédié était parcellaire, et ne comprenait fréquemment pas l'ensemble des informations nécessaires, rappelées dans la prescription détaillée ci-dessus. Pour pallier cette situation, l'exploitant ajoute sur des supports volants les pictogrammes de dangers associés à certains des produits détenus.
<b>Observations :</b> Il conviendra de se rapprocher des fournisseurs pertinents afin d'exiger à l'avenir des produits commerciaux dotés d'un étiquetage conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 2 : Fiche de données de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.  Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
<b>Constats :</b> L'inspection a contrôlé par échantillonnage la disponibilité des fiches de données de sécurité (FDS) associées aux produits détenus. L'exploitant disposait de l'ensemble des fiches demandées, et celles-ci apparaissaient par ailleurs à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li><li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li></ul> Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>– dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>– dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>– dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li></ul> Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]
<b>Constats :</b> Les rétentions contrôlées par sondage lors de la visite d'inspection apparaissaient suffisamment dimensionnées au vu des entreposages de liquides dangereux considérés.  Un cubitainer contenant un colorant vert mis en solution, et dont le mélange pourrait s'avérer corrosif au titre du règlement CLP, n'était cependant associé à aucune capacité de rétention. Il conviendra, pour cet entreposage, sous 1 mois : <ul style="list-style-type: none"><li>- de l'associer à une capacité de rétention adaptée et convenablement dimensionnée ;</li><li>- ou bien de démontrer que le mélange résultant de la mise en solution de ce colorant n'est pas dangereux au titre du règlement du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges (dit règlement CLP) - et notamment des parties 2 à 5 de son annexe I.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Entretien de la rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.  Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.  Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement.  L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que certaines portions des dispositifs de rétention apparaissaient dégradées, ne permettant pas de conclure en l'état au maintien de leur fonction d'étanchéité.  En complément, si l'exploitant a indiqué procéder à un contrôle annuel de l'état de ses rétentions, aucun programme de contrôle ou compte-rendu annuel n'a pu être transmis. Des réparations étaient cependant visibles en plusieurs emplacements.  Il conviendra donc, sous 6 mois : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'élaborer un programme de contrôle formalisé de l'état des rétentions de l'établissement, en s'assurant de sa conformité avec les dispositions de même objet figurant dans l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2010 modifié, et notamment ses articles 2.1.2.2 et 7.4.1 ;</li><li>- de mettre ce programme en œuvre avec la traçabilité nécessaire (comptes-rendus, détail des réparations effectuées le cas échéant) ;</li><li>- de transmettre à l'inspection l'ensemble de ces éléments (programme de contrôle, compte-rendu du contrôle effectué au titre de l'année 2023, liste des réparations effectuées et justificatifs associés).</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6mois

**N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.  Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que les rétentions présentes sous les chaînes de traitement de surface sont associées à l'ensemble des bains de traitement, dont certains apparaissent potentiellement incompatibles entre eux (bains acides et basiques).  Par ailleurs, des produits manifestement incompatibles, entreposés dans le local de stockage de produits chimiques, étaient associés à la même capacité de rétention.  Il conviendra donc, sous trois mois : <ul style="list-style-type: none"><li>- de justifier que les mélanges dangereux associés à chacune des chaînes de traitement de surface en activité ne présentent pas d'incompatibilités entre eux susceptibles de générer un risque (ex : réaction exothermique susceptible de conduire à une dégradation de la rétention ou des équipements, génération d'effets connexes de type incendie, sur-accident, etc.), ou bien de prendre les mesures nécessaires pour que les bains de traitement contenant des produits incompatibles ne soient pas associés à une même rétention (ex : division de la rétention actuelle unique en plusieurs rétentions de surfaces inférieures en veillant à l'adéquation des volumes de rétention ainsi créés avec les dispositions réglementaires en vigueur, remplacement des bains de traitement basiques à simple enveloppe actuels par des bains de traitement dotés d'une double enveloppe avec détection de fuite, etc.) ;</li><li>- et de réorganiser les entreposages de substances et mélanges dangereux au sein du local de stockage de produits chimiques, dans l'objectif de lever tout risque d'incompatibilité.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3mois



## N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un état des stocks des produits dangereux entreposés au sein de son établissement.
<b>Observations :</b> Il conviendra en complément de s'assurer de la disponibilité d'un plan général des entreposages, conformément à l'article 2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2010 modifié.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté l'absence des consignes de sécurité précitées, relatives notamment aux mesures à prendre en cas de sinistre (perte de confinement, incendie...).  Il conviendra d'élaborer de telles consignes dans un délai de 2 mois, de les afficher aux endroits pertinents de l'établissement et de s'assurer de leur bonne assimilation par les salariés.
<b>Observations :</b> Ces consignes pourront être associées en tant que de besoin à d'autres éléments du même type exigés au titre de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2010 modifié encadrant le fonctionnement de l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2mois